



## **Pour une carte scolaire à la hauteur des besoins ! Rassemblement devant la DSDEN 92 lundi 23 juin à 13h**

Au niveau national, le premier degré perd 470 postes pour la rentrée 2025. Au niveau départemental, c'est 30 postes de moins pour la rentrée 2025.

Alors que la baisse démographique aurait pu être l'occasion d'améliorer les conditions d'enseignement et d'apprentissage des élèves, c'est un tout autre choix qui est fait dans cette carte scolaire. Pour le département des Hauts-de-Seine, une dotation négative de -30 postes a été actée, mais le solde ouvertures/fermetures de classe est encore plus défavorable. En effet, 11 postes sont créés pour le déploiement des Pôles d'Appui à la Scolarité (PAS) dont notre département est pilote et 20 pour des postes de remplaçant·es au sein de la brigade départementale. Ces créations de postes de remplaçant·es pourraient être les bienvenues, mais les très nombreux postes encore vacants dans notre département, malgré le grand nombre de contractuel·les, engendrent des problèmes quotidiens et récurrents de remplacement.

Les quartiers d'Education prioritaire sont particulièrement touchés par les fermetures de classe et le manque d'enseignant·es, alors même que les études internationales montrent qu'en France, les inégalités sont renforcées par le système scolaire dont la mission doit être de les réduire.

Le premier degré est mis en difficulté non seulement par le manque d'attractivité de notre métier et de notre département, mais aussi par le manque de moyens pour réaliser une école inclusive de qualité. Pour certaines classes, le nombre de jours d'absences non remplacées se comptent par dizaines et le nombre de remplaçant·es qui se sont succédé ne permet pas d'assurer un suivi des apprentissages. À titre d'exemple, 14 enseignant·es se sont déjà succédé·es sur une classe de Gennevilliers pour cette année scolaire. À chaque fois qu'un·e enseignant·e n'est pas remplacé·e, c'est toute l'école qui est désorganisée, le service public n'assurant plus son rôle, et c'est une rupture d'égalité.

Il est également urgent de créer des postes d'enseignant·es spécialisé·es, de RASED, de psychologues de l'Éducation nationale, d'enseignant·es référent·es et d'AESH ainsi que d'améliorer la formation de toutes et tous pour répondre aux besoins des élèves en situation de handicap et à besoins particuliers. La santé mentale des jeunes apparaît indéniablement comme un enjeu important auquel ces créations de postes pourraient répondre.

Cette carte scolaire donne la mesure, celle du renoncement à engager les investissements dont le Service Public d'éducation a besoin. La rentrée 2025 nécessite d'autres perspectives que celles annoncées dans notre département. Des personnels se sont déjà mobilisé·es ces derniers mois contre les suppressions de classes prévues dans la carte scolaire, à l'image des enseignant·es de Gennevilliers qui luttent depuis le mois de mai avec les parents d'élèves.

**Les organisations syndicales des Hauts-de-Seine CGT Educ'action, SNUDI-FO, SUD Education, FSU-SNUipp et Cfdt-EFRP appellent l'ensemble des personnels du 1<sup>er</sup> degré du département à se mobiliser, y compris par la grève, le lundi 23 juin, jour du groupe de travail du CSA-SD relatif aux ajustements de carte scolaire.**

**Nos organisations syndicales appellent à participer au rassemblement organisé à 13h devant la DSDEN (167-177 avenue Frédéric et Irène Joliot-Curie à Nanterre).**

**Contre les fermetures de classe et les suppressions de poste, pour des moyens humains supplémentaires, mobilisons-nous !**